

170, BOULEVARD DU MONTPARNASSE  
75014 PARIS - FRANCE  
TÉL. 325-36-74  
C. C. P. 1248-74 PARISTéléphone  
320.36.20D 454 BOLIVIE: L'ÉTAIN BOLIVIEN ET LES ETATS-UNIS

Démarche inhabituelle: 10<sup>4</sup> missionnaires catholiques de nationalité nord-américaine (dont deux évêques et un vicaire apostolique) en service en Bolivie ont, à la mi-mai 1978, adressé une lettre ouverte au président, au Congrès et au peuple des Etats-Unis. Dans leur message ils jettent un cri d'alerte à propos du projet nord-américain de lancer cette année sur le marché mondial un stock de 45.000 tonnes d'étain pour en faire tomber les cours.

Il faut en effet savoir que la Bolivie est le 2<sup>ème</sup> producteur mondial de ce métal et que les exportations d'étain représentent près de la moitié de ses rentrées de devises. La crise mondiale de l'énergie de 1973 retentit maintenant sur le marché mondial de l'étain qui traverse une crise grave. La stabilisation des prix de l'étain avait été obtenue, sur accord international (le Conseil international de l'étain est le seul organisme du genre, pour les métaux non ferreux, où des accords internationaux sont signés entre pays producteurs et pays consommateurs), grâce à la constitution d'un stock régulateur du marché de l'ordre de 20.000 tonnes. Jusqu'en 1977, les Etats-Unis avaient refusé de signer les accords précédents, bien que premier consommateur de ce métal, car ils sont en principe opposés aux accords sur les matières premières. En mars 1977 était signé le 5<sup>ème</sup> Accord international sur l'étain: les Etats Unis y adhéraient mais la Bolivie le refusait car elle voulait une indexation des prix d'intervention sur la moyenne de ceux des produits manufacturés. Finalement la Bolivie se plia à un compromis: la révision semestrielle des prix.

Aujourd'hui les Etats-Unis projettent de se défaire d'un cinquième de ses stocks stratégiques excédentaires d'étain ceux-ci s'élèvent à plus de 200.000 tonnes, soit cinq années de consommation pour les Etats-Unis). Dans leur message à leurs concitoyens, les missionnaires nord-américains parlent d'"économie d'agression" et dénoncent cette "arme économique d'ordre tactique".

(Note DIAL)

## LETTRE AU PRESIDENT CARTER, AU CONGRES ET AU PEUPLE DES ETATS-UNIS

Nous adressons cette lettre au Président, au Congrès et au Peuple des Etats-Unis car nous avons tous le même souci des droits des hommes et des nations.

Nous sommes des missionnaires de l'Eglise catholique romaine au service de la Bolivie. Par suite de notre travail nous avons découvert la beauté de ce pays et de ses cultures. Nous avons également saisi les difficultés qui sont celles d'un pays en voie de développement, pays où les gens sont dépendants des ressources du sol pour leur subsistance. Nous pensons ici au plan du gouvernement des Etats-Unis pour faire baisser le prix de l'étain, un métal dont la vente annuelle constitue plus de la moitié des recettes d'exportation de la Bolivie.

M. De Concini, sénateur de l'Arizona, a, en prévision de la session du sénat du 9 mars 1978 (document 2.702), élaboré un rapport recommandant d'autoriser la vente de 45.000 tonnes d'étain qui seraient lancées cette année sur le marché mondial par General Service Administration (1). Un "stock régulateur" de 20.000 tonnes métriques dans la production mondiale a permis, au cours de l'année dernière, une hausse moyenne du prix de l'étain de 5 dollars la livre fine.

La Bolivie est le deuxième producteur mondial d'étain. Les Etats-Unis d'Amérique ne produisent pas ce métal. General Service Administration a stocké l'étain comme matière stratégique pendant et après la Seconde guerre mondiale ainsi que pendant la Guerre de Corée. Cette réserve, partiellement en provenance de Bolivie, a été constituée pour n'être utilisée qu'en cas d'urgence et non pour servir d'arme économique d'ordre tactique destinée à peser sur les fluctuations normales du prix de l'étain sur le marché mondial. En lançant sur le marché ses excédents d'étain, le gouvernement des Etats-Unis prend le contrôle de la fixation des prix mondiaux et donc le contrôle des destinées des autres peuples.

Quelles en seraient les conséquences? D'après les experts, ici et aux Etats-Unis ("Washington Post" du 4 avril 1978), la Bolivie subirait un préjudice de 60 millions de dollars pour cette année. Pays pauvre, l'avant-dernier pour la pauvreté dans l'hémisphère occidental, la Bolivie ne pourra que s'appauvrir davantage.

A l'heure actuelle, ce pays de cinq millions d'habitants a une dette publique extérieure de 2.500 millions de dollars. S'il ne peut obtenir des prix justes en fonction de ses besoins, il ne pourra pas payer ses dettes ni, à plus forte raison, donner des salaires justes aux travailleurs.

Indépendamment de son idéologie, qu'il soit militaire ou civil, de gauche ou de droite, un gouvernement doit pouvoir compter sur une base économique minimale pour ses décisions politiques. Les mineurs qui sont victimes de la faim et de la répression, comme tous les autres travailleurs dans une économie appauvrie, seront immanquablement considérés comme des agitateurs quand ils présenteront leurs revendications. Des grèves risquent de déstabiliser le gouvernement (quoi qu'on en pense). Les droits de l'homme risquent à nouveau d'être violés par suite de la violence très certainement mise en oeuvre pour prévenir l'anarchie, une anarchie provoquée au moins indirectement par la politique économique du gouvernement des Etats-Unis.

Nous avons cru comprendre que General Service Administration envisage des opérations similaires à celle de l'étain, avec d'autres métaux comme le bismuth, l'antimoine, l'argent et le tungstène; et que les Etats-Unis cherchent à contrôler le commerce et le prix du cuivre du Chili et du Pérou, avec des conséquences identiques pour ces deux pays à celles exposées pour la Bolivie.

Nous avons vraiment du mal à concilier de tels faits avec la politique de la défense des droits de l'homme si souvent réaffirmée par le gouvernement actuel des Etats-Unis.

Nous savons que des dilemmes sérieux se posent souvent dans l'équilibrage de nos problèmes nationaux, ceux du chômage et de l'inflation, avec nos responsabilités internationales: les questions sont lourdes et les réponses difficiles. Nous estimons qu'un facteur indispensable de nos décisions nationales doit, pour l'heure, être la question de l'influence de notre politique sur

(1) Organisme américain de contrôle des réserves stratégiques  
du gouvernement des Etats-Unis (N.d.T.)

celle des autres nations, surtout quand ces décisions ont des répercussions catastrophiques sur la survie de pays se trouvant dans l'étape primaire du développement. La liberté politique, la démocratie et les droits de l'homme n'existent pas sans égalité économique, comme le savent bien par suite d'une longue expérience, les noirs, les indiens et les nombreux habitants de langue espagnole aux Etats-Unis.

En tant que nord-américains et parce que nous connaissons passablement ce que signifie la liberté et la justice pour tous, nous ne pouvons concevoir que le peuple nord-américain accepte les décisions gouvernementales au plan économique dans la mesure où il sait ce qui se passe dans un cas comme celui de la Bolivie, et où il est informé des conséquences de nos décisions économiques en termes de famine, de souffrance et de misère pour des millions de gens. Nous ne pouvons croire que l'actuel gouvernement de Washington soit hypocrite dans son soutien répété de la défense des droits de l'homme dans tous les pays du monde.

Nous demandons au gouvernement et au peuple des Etats-Unis qu'ils reconsidèrent la décision prise concernant l'étain. Nous demandons aux organisations d'Eglises et aux partis politiques qu'ils procèdent à un examen sérieux des effets de notre politique dans les autres pays et qu'ils informent en conséquence le peuple et le Congrès des Etats-Unis.

Comme nord-américains, nous ne pouvons parler en figures de rhétorique des droits de l'homme alors que nous pratiquons une économie d'agression. Nos paroles doivent être l'expression des fondements de la pratique démocratique et des droits de l'homme, à travers les porte-paroles gouvernementaux, pour qu'ils trouvent une résonance en Amérique latine, en Asie et en Afrique.

Nous parviendrions ainsi, pour le moins, à devenir plus humains et plus justes dans notre politique économique. Et nous nous comporterions non plus seulement comme une nation qui vend des armes dans le monde entier, mais comme un pays qui prévient l'exploitation et l'oppression des peuples en cherchant et en proposant d'autres solutions au plan économique et politique pour ses problèmes de toujours, en vendant de la compréhension et en achetant de l'amitié.

(Suivent 104 signatures de prêtres et de religieuses travaillant en Bolivie dont Mgr Bernardo Schierhoff, évêque auxiliaire de La Paz, Mgr Carlos Brown, évêque auxiliaire de Santa Cruz, et Mgr Thomas Mc Bride, vicaire apostolique de Pando)

----

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 160 F - Etranger 185 F (voie normale)  
(par avion: tarif sur demande)

Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL  
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441